

Présentation de projet

2020



Kaz'Avenir LGBT+

Association loi 1901

Déclarée en préfecture de Guyane en Juillet 2020.

Numéro de Siret :

Sommaire

Présentation de l'association	3
Rappel des définitions et du cadre institutionnel	3
Objectifs généraux	4
Le contexte Guyanais	5
Sa situation et sa population	5
Ses enjeux.....	14
Ses citoyens LGBT+	15
Les projets d'actions de Kaz'Avenir	17
• L'accueil et l'écoute	18
• L'aide spécifique aux populations LGBT+ en détresse et démunies	20
• La médiation sociale et familiale	23
• La sensibilisation de la population	25
• La visibilité des personnes LGBT+	27
Les évolutions possibles	28
L'hébergement sous d'autres formes.	28
Mise à l'abri spécifique des migrants LGBT+.....	28
Prise en charge des mineurs LGBT+	29
Valorisation de Kaz'Avenir au niveau national et international	30

Présentation de l'association

Composée d'une dizaine de membres fondateurs d'horizons, de formations et de domaines différents, l'association **Kaz'Avenir LGBT+**, créée en juillet 2020 est constituée d'une équipe qui œuvrait déjà depuis plusieurs années sur la thématique LGBT+ en Guyane.

Le niveau de discrimination, de rejet et de LGBTphobies du territoire constaté par ceux qui y vivent est appuyé par de plus en plus d'études et d'enquêtes. Ces dernières montrent à quel point il est important de pouvoir offrir des actions globales sur cette thématique au sein de notre territoire. Dans sa volonté de pouvoir agir en Guyane de façon pérenne tout en incluant les spécificités du territoire, cette équipe s'est lancée dans ce nouveau projet.

Rappel des définitions et du cadre institutionnel

Tout d'abord, il est important de bien connaître les définitions du terme LGBT+ pour comprendre les missions de Kaz'Avenir :

Lesbienne : une femme attirée physiquement, émotionnellement ou de façon romantique par une autre femme.

Gay : un homme attiré physiquement, émotionnellement ou de façon romantique par un autre homme.

Bisexuel.le : une personne attirée physiquement, émotionnellement ou de façon romantique aussi bien par les hommes que par les femmes.

Transgenre : terme générique utilisé pour toute personne dont le genre diffère de son sexe biologique. Le genre fait référence aux différences sociales entre hommes et femmes. Une personne née avec un sexe masculin qui s'identifie comme de genre féminin est une femme ou une femme transgenre.

Une personne née avec un sexe féminin qui s'identifie comme de genre masculin est un homme ou un homme transgenre.

Une personne peut également ne s'identifier dans aucun des genres, ou les deux à la fois.

Et les **“+”**, qui englobent souvent des populations rendues invisibles :

Pansexuel.le : une personne attirée physiquement, émotionnellement ou de façon romantique par une autre personne, indifféremment de son sexe ou genre.

Asexuel.le : une personne qui ne ressent pas d'attraction sexuelle pour une autre personne et/ou pour elle-même. Généralement, elle se définit comme désintéressée par les relations sexuelles, et parfois romantiques.

Intersexe : une personne intersexe née avec des caractères sexuels (génitaux, gonadiques ou chromosomiques) qui ne correspondent pas aux définitions binaires d'un corps masculin ou féminin

Etc... : de nombreuses personnes s'identifient différemment en fonction de leurs orientations sexuelles et/ou sentimentales ou de leur identité de genre (Queer, Drag Queen, Allosexuel.le.e, Altersxel.le.s,...).

Sur le plan institutionnel, les personnes LGBT+ ont longtemps subi des discriminations d'Etat. Aujourd'hui, elles bénéficient d'une attention particulière afin d'espérer une égalité réelle et un arrêt des discriminations, pour une meilleure inclusion sociale :

- En 1981, la France retire l'homosexualité de la liste des maladies mentales (l'OMS la retirera de sa liste en 1993).
- En 1982, l'homosexualité est dépénalisée en France.

- Ce n'est qu'entre 2001 et 2004 qu'une série de modifications des lois inclura l'orientation sexuelle dans la notion de discriminations et seulement à partir de 2012 concernant l'identité sexuelle puis 2016 pour l'identité de genre.
- En mai 2013, la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels a été votée.

Comme indiqué dans ses statuts, l'association Kaz'Avenir a pour objet de venir en aide et de manifester une solidarité active en faveur des personnes sujettes aux LGBTphobies.

Le champ d'action de l'association est dirigé vers tout public et notamment les mineurs, jeunes majeurs et personnes de tout âge en situation de rupture familiale et/ou en difficulté d'adaptation sociale du fait de leurs attirances sentimentales et/ou sexuelles pour une personne de même sexe, du fait de leur transidentité, ou en questionnement identitaire.

Elle inscrit son engagement dans la perspective d'un monde plus humain, non-discriminant, plus juste et adaptant constamment ses actions locales, nationales et internationales aux enjeux de l'époque et du territoire.

Objectifs généraux

- Administrer et gérer tout établissement, service ou structure concourant à la réalisation de l'objet de l'association.
- Promouvoir des modes d'accueil, de prise en charge et d'intervention, variés et adaptés, répondant aux besoins spécifiques et évolutifs des personnes concernées.
- Sensibiliser les pouvoirs publics à la souffrance du public concerné et sur les lois antidiscriminatoires.
- Favoriser et mettre en œuvre toute étude, recherche, action ou formation, relevant du champ d'action de l'association.
- Établir des partenariats avec toute organisation reconnue, privée ou publique, agissant dans le même champ d'action que l'association ou sensibilisée à l'action de l'association, sur le territoire national et international.
- Organiser ou participer à toute action ayant pour objectif la lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre, réelles ou supposées et ce dans tous les domaines : scolaire, social, culturel, familial ou professionnel et favoriser ainsi auprès de la société la compréhension et l'acceptation de la diversité sentimentale, sexuelle et identitaire des citoyens, sur tout le territoire national et international.
- L'association a pour vocation d'avoir la personnalité morale. Elle disposera donc de la capacité juridique et pourra à ce titre, exercer toute action en justice aussi bien en demande qu'en défense.
- Son but est de promouvoir une prévention des pratiques à risque, notamment dans la lutte contre le VIH, les IST et les MST.
- Participer à la lutte contre le suicide, favoriser la santé mentale et promouvoir l'épanouissement social.

Le contexte Guyanais

Sa situation et sa population

Rappel de sa situation géographique.

La Guyane un immense territoire d'Amérique du Sud. Elle est la seule région de l'Union Européenne à être située sur ce continent, entre le Brésil et le Suriname. Elle couvre près de 84 000 km², soit environ la superficie du Portugal.

Elle se trouve à 7 000 km de la France hexagonale et à 1 500 km des Antilles.

Près de 94 % de son territoire est couvert de denses forêts équatoriales.

Le territoire est également riche en matières premières (minerais, bois, etc...) et sa position géographique est un atout international majeur pour l'hexagone et l'Union Européenne.

Le fleuve « frontière » Oyapock, à l'est, longe le Brésil sur plus de 700 km où un pont permet la traversée.

Le fleuve Maroni, à l'ouest, sépare la Guyane du Suriname. Seule la voie fluviale permet la jonction entre les deux pays.

Il faut noter l'importance de ces 2 fleuves qui sont à la fois des limites en tant que frontières internationales pour certains, axes de vie depuis des centaines ou milliers d'années pour les communautés autochtones et locales.

La partie littorale de la Guyane est la seule à être relativement urbanisée. Elle borde l'Océan Atlantique sur 370 km.

Accessibilité et isolement.

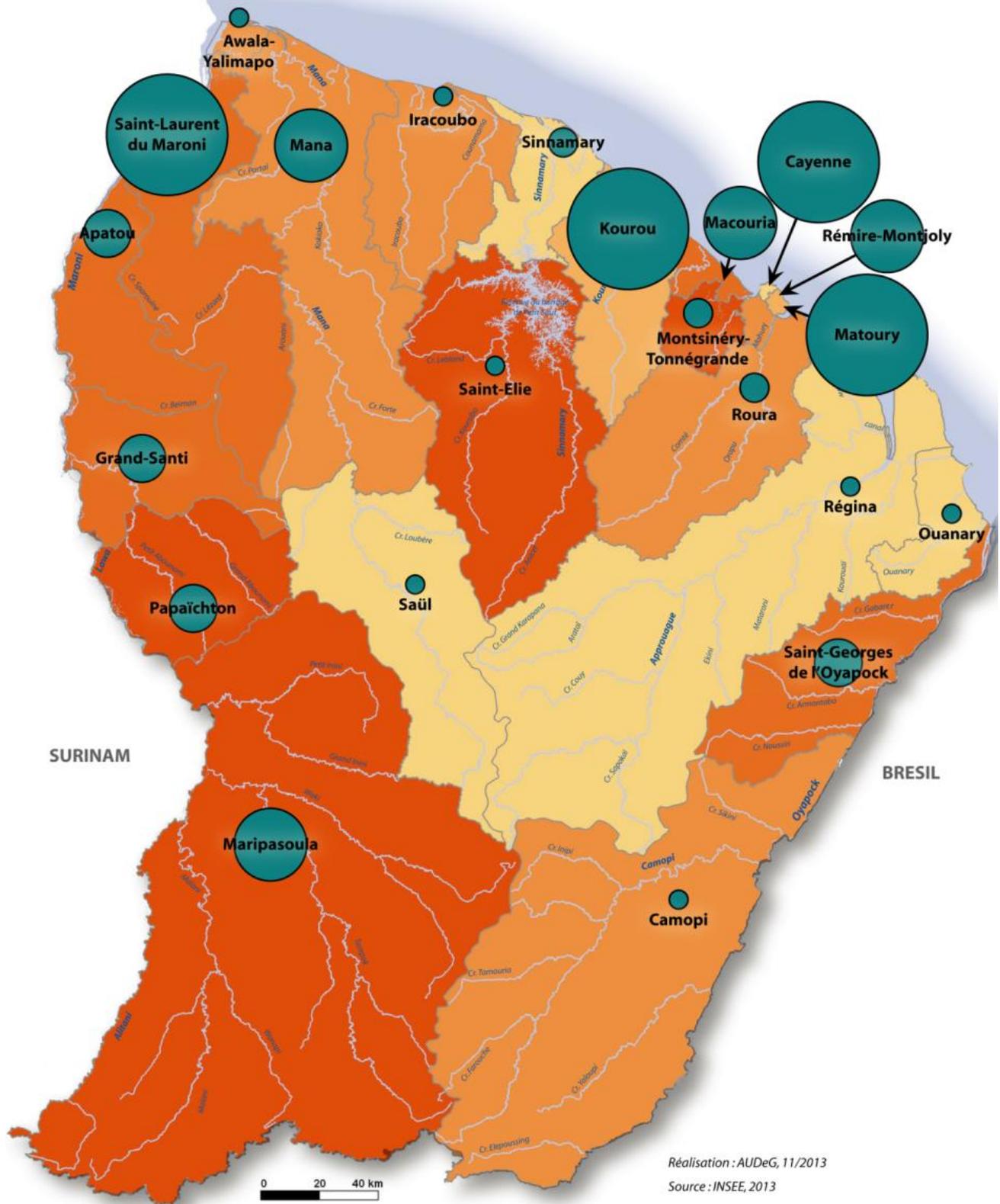
L'étendue de la Guyane doit aussi être appréhendée au regard des moyens de transports disponibles : ainsi, certains sites sont particulièrement enclavés.

Relier Trois-Sauts à Cayenne (300 km à vol d'oiseau) prend environ deux jours (voiture et pirogue), alors que relier Paris à Cayenne (7000 km) se fait en 8h.

7 communes sur 22 demeurent inaccessibles par la route.

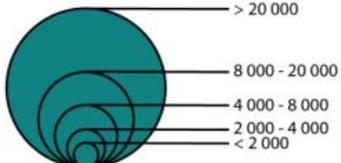
La Guyane est donc composée de 22 communes. Les communes dites « de l'intérieur » (par rapport aux communes côtières) sont immenses, de la taille d'un département voire d'une région de l'Hexagone : Maripasoula a une étendue de 18 761 km², Camopi 10 454 km², et Régina 11 470 km².

Plusieurs communes de l'intérieur sont isolées et n'ont aucun accès à l'eau potable, à l'électricité, ou à la téléphonie.

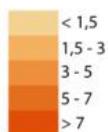


LEGENDE

Population par commune au 1/01/2010



Taux de croissance annuel par commune de 1999 à 2010



Contexte institutionnel de la Guyane.

La Guyane a été érigée en département d'Outre- Mer par la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et en région en 1982.

Le 1er janvier 2016, le Département et la Région ont fusionné et ont donné naissance à la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG).

Le territoire est, en tant que collectivité française, soumis aux mêmes lois et droits que le reste du territoire. Mais l'adaptation y est parfois complexe compte-tenu de sa spécificité régionale : une partie de la population milite pour un régime constitutionnel adapté et un ministère de l'Egalité Réelle avait été créé sous la présidence de François Hollande pour, notamment, tenter de répondre à ces problématiques.

Démographie.

La densité humaine y est d'environ 3 habitants par km², soit 8 fois moins que celle de la Lozère. En réalité, la notion de densité moyenne n'a pas grand sens en Guyane, tant sont vastes les surfaces forestières non habitées. La majorité de la population réside en outre sur la frange littorale. Environ 52 % de sa population actuelle vit dans trois villes du littoral : Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni.

La Guyane comptait 27 900 habitants en 1954, 55 000 en 1974, 115 000 en 1990, 202 000 en 2006, 237 649 en 2011 et 268 700 en 2017 (source Insee) soit une augmentation de 12% en 6 ans contre 2,3% en Hexagone.

Cette croissance démographique devrait continuer en s'amplifiant et provient pour l'essentiel de l'excédent naturel de population.

Le Comité Interministériel de Contrôle de l'Immigration estime par ailleurs, dans son rapport de décembre 2010, à 40 000 le nombre de clandestins en Guyane.

Selon les chiffres de l'INSEE, publiés le 1er janvier 2013, et concernant la population au 1er janvier 2010, 43,71 % de la population guyanaise a moins de 20 ans, soit 104 676 jeunes.

L'écart de l'âge moyen de la Région Guyane avec les autres régions de France aura de plus tendance à s'accroître dans les années à venir (cf. figure ci-dessous).

Population par tranches d'âges en Guyane

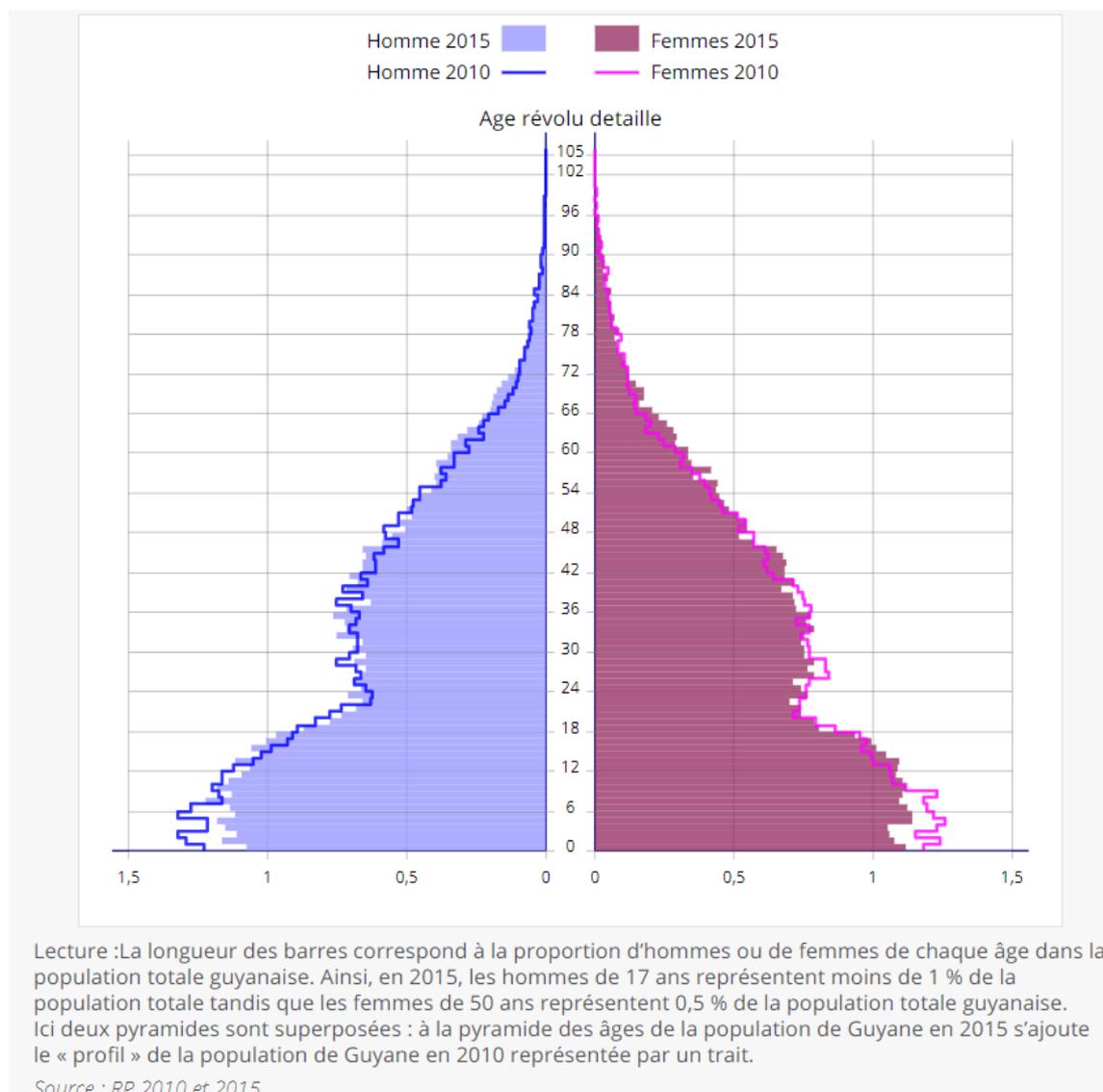
	2007	%	2012	%	2017	%
Ensemble	213 029	100,0	239 648	100,0	268 700	100,0
0 à 14 ans	74 755	35,1	81 960	34,2	89 069	33,1
15 à 29 ans	50 960	23,9	56 138	23,4	62 344	23,2
30 à 44 ans	46 375	21,8	50 984	21,3	55 353	20,6
45 à 59 ans	28 320	13,3	33 746	14,1	39 174	14,6
60 à 74 ans	9 359	4,4	13 026	5,4	17 860	6,6
75 ans ou plus	3 259	1,5	3 794	1,6	4 900	1,8

Âge moyen dans quelques régions françaises (2007)

Région	Âge moyen en 2007	Âge moyen en 2040
Guyane	26,4	30
La Réunion	31,9	39,8
Guadeloupe	36,2	47,7
Île-de-France	36,7	40,3
Nord - Pas-de-Calais	37,3	41,9
Martinique	37,4	47,8
...
Limousin	43,8	47,4
France entière	39,2	43,6

Source : Insee.

Pyramide des âges en 2015 et en 2010 :



La Guyane terres de migrants.

Jusqu'à la Guerre, la Guyane fonctionne avec une économie de comptoir.

Depuis, les choses ont sensiblement évolué ; la population a connu les apports migratoires causés par des événements politiques : soubresauts d'Haïti, guerre civile du Suriname, migration Hmong, et même économiques, avec les crises du Brésil et du Guyana.

La population guyanaise, très diverse, juxtapose des origines différentes qui coexiste sans problème majeur.

La Guyane est restée une terre d'asile pour les étrangers : un tiers de la population guyanaise, soit plus de 80 000 habitants est d'origine étrangère.

En 2010, selon l'enquête conduite par l'INSEE et l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques), les « immigrants » forment la majorité de la population du département, âgée de 18 à 79 ans : 42,8 % sont nés à l'étranger, 13,2 % en métropole et 6,2 % dans un autre DOM.

L'Insee de conclure : « Cette dynamique démographique souligne avec force le défi guyanais : œuvrer au vivre ensemble d'une population nouvelle pour une société nouvelle ».

PIB et Niveau de vie.

Pour la richesse, le PIB par habitant, mesuré en 2015, s'établit en Guyane à 15.853 € soit la moitié du niveau national. Ce niveau, qui a progressé depuis 2009 est trois fois supérieur à celui du Suriname (4.482 €) et plus de deux fois à celui du Brésil (6.013 €).

Chaque année, le PNUD publie un rapport mondial sur le développement humain. Il distingue quatre catégories : le développement très élevé (IDH supérieur à 0,9), le développement élevé (IDH compris entre 0,8 et 0,9), le développement moyen (IDH compris entre 0,5 et 0,8) et développement faible (IDH inférieur à 0,5).

En 2010, le classement s'est fait sur 175 pays. La moyenne mondiale se situe à 0,624. La France métropolitaine est quatorzième avec un IDH de 0,872.

La Guyane, avec un IDH de 0,806, se situe derrière la Martinique (0,831) et la Guadeloupe (0,826), mais au-dessus de la moyenne d'Amérique latine (0,704) et notamment du Brésil (0,699) et du Suriname (0,646).

Ainsi la Guyane est pauvre par rapport à l'Europe, mais favorisée par rapport à ses voisins.

En réalité, la Guyane achève une transition entamée voici à peine une ou deux générations : elle assiste ainsi à la coexistence de modes de vie radicalement différents, de populations d'origines très variées et donc de langues, de niveaux de formation, de situations sanitaires très divers.

Éducation.

Pour l'éducation en Guyane, à la rentrée 2019/2020, 88 911 élèves étaient attendus contre 75 742 en pour celle de 2010/2011, soit un supplément de 13 169 élèves en 9 ans.

La non-scolarisation, était estimée à 11 000 élèves en 2018.

Le taux de scolarisation des enfants en âge de l'être, est de 86,3% en Guyane, contre environ 95 % en France.

Situation sanitaire et sociale.

L'augmentation de population suscite des besoins importants en matière sanitaire et sociale, notamment du fait de l'enclavement de certaines parties du territoire.

La mortalité infantile baisse mais se situe encore à 10,4/1000 contre 4,1 en France hexagonale ; la surmortalité relative est notable : maladies infectieuses : 77,8 (17 en France hexagonale) maladies cardiovasculaires : 363,3 (311,5 en France hexagonale) ; traumatisme : 100,3 (83,30 en France métropolitaine).

L'alcoolisme s'exprime par un taux de psychose alcoolique égal au double du taux national pour les hommes. En ce qui concerne les toxicomanes, le taux de prise en charge est de 46 pour 100.000 habitants contre 35 en France hexagonale.

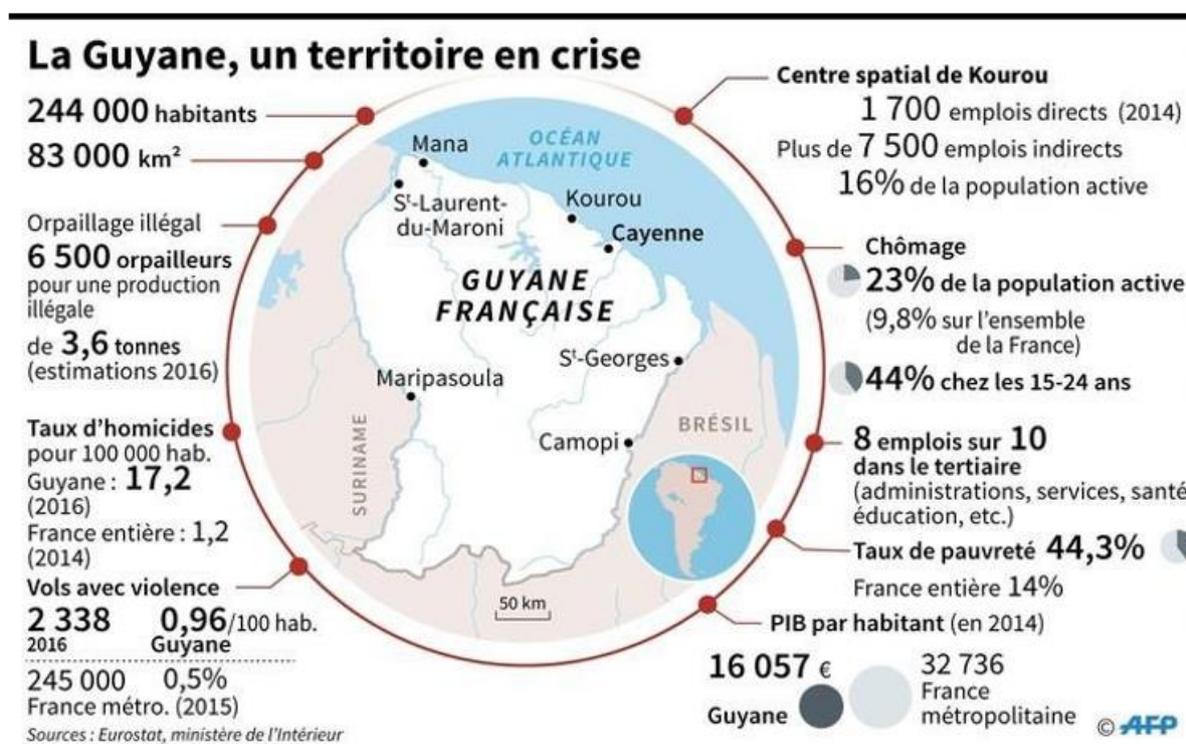
Ainsi la Guyane cumule les causes de mortalité propres aux pays développés (et notamment les maladies cardiovasculaires), et les causes de surmortalité spécifiques aux pays en voie de développement (mortalité périnatale, maladies infectieuses, traumatismes...). D'autant que la Guyane se situe dans une zone favorable au développement de certaines pathologies épidémiologiques : la dengue, le paludisme, la fièvre jaune, la maladie de Chagas, le Zika ...

Sur le plan social, la situation guyanaise est particulièrement complexe.

Voici quelques chiffres illustrés :

44%
de la population vit sous
le seuil de pauvreté.

12%
des jeunes ont leur BAC.



13.5x
plus de vols avec arme
par rapport à l'hexagone.

88 000
étrangers ont été
accueillis dans les
services préfectoraux de
demande d'asile en 2016.

26%

**sont bénéficiaires du RSA
(7% dans l'hexagone).**

45%

**plus chers que dans
l'hexagone, les produits
alimentaires sont difficiles
à acheter pour les jeunes.**

25x

**plus de suicides chez les
amérindiens par rapport à
l'hexagone.**

87%

**des jeunes non
hétérosexuels disent avoir
peur de parler de leur
orientation (*thèse CH
Cayenne 2019*)**

Une population multiculturelle.

L'histoire du territoire explique une diversité culturelle tout à fait originale avec 30 langues maternelles.

Parmi cette diversité de populations on retrouve :

- 10 communautés autochtones et locales
- 6 communautés amérindiennes
- 4 communautés bushinengues.

Auxquelles s'ajoute la communauté créole qui associe des influences évidemment africaines, européennes mais aussi chinoises et libanaises. Ensuite, les vagues d'immigration, liées à l'orpaillage dès le XIX e siècle, puis aux événements politiques et économiques des Antilles et de l'Amérique du Sud ont continué à façonner et diversifier les cultures guyanaises en fonction de leurs pays d'origine : Suriname, Brésil, Haïti, République dominicaine, Cuba, Laos, etc...

Les religions.

La Guyane est dans une situation similaire à un régime concordataire. Les prêtres de l'Eglise catholique sont rémunérés par la Collectivité territoriale de Guyane. Cette situation donne une place politique à l'évêque de Cayenne que l'on a vu défiler en tête de cortège lors des manifestations contre la loi pour l'extension du mariage aux couples de même sexe.

Cependant, la Guyane est un territoire américain et, à ce titre, un grand nombre de groupes religieux néo-protestants y pratiquent le prosélytisme. Ces groupes, dits « évangélistes » sont fréquemment des partisans du créationnisme. Cette approche biblique de la société entraîne une condamnation sans appel des comportements LGBT+.

À ces religions, se mêlent des traditions issues du vaudou haïtien, du candomblé brésilien, du chamanisme amérindien, et des traditions chamaniques africaines qui persistent dans certaines communautés descendantes d'esclaves. Nombre de ces communautés pratiquent des formes diverses

d'exorcisme. Ainsi, le 1er janvier 2006, un adolescent épileptique de 15 ans est mort au cours d'une séance d'exorcisme de l'Eglise du christianisme céleste. On peut aussi citer l'imputation par certains membres de la communauté haïtienne de la responsabilité du séisme dévastateur d'Haïti aux homosexuels.

Enfin, il faut souligner la montée constante des Témoins de Jéhovah qui sont de farouches opposants aux groupes LGBT+. Ils sont présents sur tout le territoire.

Dans ce contexte, on comprend qu'un.e jeune homosexuel.le en Guyane a une très grande appréhension à aborder le sujet avec ses proches. Les conséquences peuvent être dramatiques pour son intégrité mentale et physique.

L'emploi.

Le marché du travail en Guyane se caractérise par un faible taux d'activité, un poids important de l'économie informelle, et un manque d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi. Le chômage, au sens du BIT, s'élève en 2018, à 19% contre 9% en France hexagonale la même année. La Guyane abritait, en 2018, 83 000 inactifs dont 17 000 au chômage (les personnes qui souhaitent travailler mais sont inactives). Ce chiffre du chômage est paradoxalement faible au regard de la grande part d'inactifs (et en particulier des jeunes qui déclarent ne pas être à la recherche d'un emploi, au moins dans l'économie formelle).

Sur les 16.000 demandeurs d'emplois que comptait la Guyane en 2010, 7.000 n'avaient aucune formation et 3.000 avaient au moins le bac.

Les enjeux de l'éducation.

La Guyane fait face à une très importante croissance de ses effectifs scolaires. Si l'île de Cayenne concentre 70 % des effectifs de lycéens avec une croissance de 4,7 %, l'Ouest autour de Saint-Laurent-du-Maroni totalise 18 % des effectifs mais avec un taux de croissance de 12 %. En outre l'enclavement de certaines communes implique d'assurer l'hébergement des élèves.

Figure 1 – 17 000 élèves supplémentaires en Guyane entre 2004 et 2014

Évolution des effectifs par degré d'enseignement entre 2004 et 2014 (en no.

	2004	2009	2014
Premier degré éducation nationale	36 547	41 849	44 047
Préélémentaire	12 897	14 292	15 542
CP - CM2	23 149	27 074	28 045
Spécialisé	501	483	460
Second degré éducation nationale (hors post-bac)	24 345	29 750	33 603
Premier cycle	16 033	18 723	20 766
Second cycle professionnel	3 567	4 786	5 955
Second cycle général et technologique	2 841	5 304	5 639
Enseignement adapté du second degré (SEGPA)	904	937	1 243
Ensemble éducation nationale	60 892	71 599	77 650

Source : MENESR - Rectorat de la Guyane.

A la rentrée 2013-2014, l'académie de Guyane comptabilise 158 établissements scolaires du 1er degré et 47 pour l'enseignement du second degré (32 collèges, 4 lycées généraux et technologiques, 6 lycées polyvalents, et 5 lycées professionnels, dont 42 relèvent du secteur public et 5 du secteur privé). Établissements auxquels il faut rajouter un lycée professionnel agricole à Macouria (Lycée de Matiti) et un lycée professionnel agricole privé à St Laurent (CNEAP).

Enfin, cette situation complexe et parfois inégalitaire ne doit pas faire oublier les atouts dont dispose la Guyane.

Sa population jeune est nombreuse, dynamique et bénéficie de personnes hautement qualifiées. Le territoire compte de grandes richesses toujours inexploitées et des projets technologiques particulièrement forts comme le Centre Spatial Guyanais ainsi qu'un nombre croissant de Start-Up innovantes.

De nombreuses initiatives citoyennes et bénévoles voient également le jour pour tenter de favoriser les populations fragiles et démunies.

L'avenir de la Guyane est prometteur et la volonté de la population pour œuvrer dans ce sens y est forte !



Ses enjeux

Les enjeux du territoire sont nombreux, tant dans l'urgence que dans la durée :

- Le secteur de l'Éducation est surchargé, la déscolarisation est forte et les décrochages scolaires sont nombreux.
- L'accès au Droit est souvent difficile, pour les guyanais et particulièrement pour les étrangers.
- L'accès à l'eau potable peine encore à être favorisé.
- Les structures sociales sont peu nombreuses et sous-équipées, notamment sur le plan des ressources humaines et des moyens financiers. L'augmentation de population suscite des besoins importants en matière sanitaire et sociale, notamment du fait de l'enclavement de certaines parties du territoire et de la précarité des populations autour des villes.
- Les souffrances psychiques ne sont que très peu prises en charge.
- Les drogues sont facile d'accès, peu onéreuses et entraînent aussi une part de la population à devenir des "mules" afin de gagner de l'argent, mais au péril de leur vie.
- Avoir un toit est très difficile, non seulement financièrement mais également structurellement, ceci dans l'urgence comme dans une situation stable.



Ses citoyens LGBT+

À ce jour, il n'existe que peu de données officielles sur la population LGBT+ de la Guyane, excepté un sondage et une étude réalisée par le Centre Hospitalier de Cayenne et l'Université de Guyane en 2019.

Notre but sera donc également de favoriser l'apport des éléments sur la situation des personnes homosexuelles et transidentitaires qui se trouvent sur le territoire.

Parmi les premières données récoltées en Guyane, nous pouvons déjà noter la détresse de cette population notamment auprès des jeunes (manque de données pour les moins jeunes) :

Les résultats de l'étude « KAP Gay » menée en 2018 par le CHAR et l'Université de Guyane, montraient que les jeunes de Guyane se définissant comme non-hétérosexuels pensaient que la peur de la discrimination influençait leur bien-être mental pour 87% d'entre eux, leur vie amoureuse : 66%, leur vie scolaire : 66%, leurs relations amicales : 61% d'entre eux et leur santé physique pour 51%.

Au-delà de ces données, nous devons prendre en compte les souffrances que nous pouvons rencontrer sur le terrain.

En Guyane, les personnes LGBT+ souffrent particulièrement :

- Elles vivent souvent cachées et se construisent une double vie pour ne pas être reniées par leur familles et par leurs proches.
- La jeunesse LGBT+ guyanaise préfère souvent choisir, à contre-cœur, une fuite vers l'Hexagone sous prétexte de poursuivre leurs études plus facilement, etc... Quand elle ne fuit pas, elle doit parfois choisir entre se cacher ou supporter le rejet familial et social.
- Aucun lieu d'écoute véritablement développé n'est accessible pour le tout public. De plus, de nombreuses personnes sont en questionnement sur leur orientation sexuelle, sentimentale et identitaire.
- La population transgenre est totalement absente des radars alors qu'elle y est bien présente et souffre de discrimination et d'une impossibilité d'accès à une prise en charge de qualité si elle souhaite entamer une transition physique.
- De nombreuses personnes LGBT+ présentes en Guyane sont étrangères et ont fui leur pays en raison des persécutions qu'y subissent ces populations, comme au Guyana où l'homosexualité est passible de la prison à perpétuité. Une grande partie d'entre eux n'ont pas accès au Droit, ont eu recours à la prostitution de subsistance ou ont eu des propositions d'hébergement en échange de services sexuels.
- On note l'absence de sensibilisations continues et d'une communication forte sur cette thématique venant l'Etat et des collectivités locales.
- Ces personnes sont invisibles ou peu visibles dans le paysage guyanais. Les personnes LGBT+ portent souvent le tabou, la honte familiale, le regard négatif de la population, des employeurs.

Les problématiques sociales, d'accès aux droits, en santé et santé mentale de ce public sont très diverses et larges, comme :

- L'isolement.
- La précarité.
- Le mal-être.
- La dépression.
- L'anxiété.
- L'homophobie intériorisée.
- L'état de stress post-traumatique.
- Les troubles de la personnalité.
- L'addiction.
- La séropositivité.
- Thérapies de conversion par certaines structures religieuses.

Les besoins de ce public sont donc généralement très grands :

- L'acceptation de soi.
- Le soutien psychologique, l'écoute.
- L'accompagnement vers l'émancipation sociale.
- L'accès aux droits (social, santé, séjour, bancaire, juridique).
- L'accès à l'emploi et à la formation.
- L'accès au logement.
- L'apprentissage de la langue française.
- L'éducation aux codes socio-culturels du territoire.
- etc...



Les projets d'actions de Kaz'Avenir

Kaz'Avenir est une équipe composée, à sa création, d'une dizaine de bénévoles qui ont déjà longtemps œuvré sur cette thématique, en faveur des personnes LGBT+ de Guyane et de l'hexagone. Elle a également pour objectif de développer son équipe rapidement et en fonction des actions mises en place.

Les besoins sont nombreux et le territoire présente un retard considérable en matière de lutte contre les LGBTphobies et un lourd déficit structurel sur cette thématique.

Pourtant, les personnes LGBT+ sont aussi nombreuses et subissent bien plus de pressions sociales et familiales qu'ailleurs comme le détaille le rapport parlementaire n°1090 sur les LGBTphobies en Outre-Mer réalisé en 2018 :

Seulement 18,7% des hommes et 27,1% des femmes sondés en Guyane estime que l'homosexualité est une sexualité comme les autres.

Parmi les 29 propositions de ce rapport figurent notamment celles-ci :

- Privilégier le développement d'associations portées par des populations locales plutôt que l'implantation d'antennes d'associations nationales pour lutter contre l'idée que les droits LGBT seraient une donnée exogène aux cultures ultramarines.
- Mettre en place une enquête de victimation sur les discriminations LGBT en Outre-mer à l'image de l'Enquête Virage conduite par l'INED sur les violences faites aux femmes.
- Rappeler l'importance de respecter l'obligation légale liée à la tenue des séances d'éducation sexuelle et de favoriser les interventions en milieu scolaire d'associations LGBT ou spécialisées dans les questions relatives à la santé sexuelle. Un certain nombre de professeurs se sentent mal à l'aise à l'idée d'aborder ces thématiques.
- Encourager le soutien et le financement par les collectivités locales d'initiatives ou de projets de sensibilisation contre l'homophobie et la transphobie.
- Concevoir les territoires ultramarins comme des avant-postes de la lutte en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité en soutenant les initiatives régionales.

Autant de propositions qui peinent encore à être mises en application sur le territoire à l'heure actuelle.



Image : SOS homophobie

• L'accueil et l'écoute

Bénéficiaire d'un lieu d'accueil pour toutes les personnes LGBT+ est particulièrement nécessaire en Guyane.

En effet, hormis la Fondation Le Refuge (hébergement des 18-25 ans), aucune autre structure n'a existé en Guyane jusqu'ici afin de pouvoir proposer un lieu sécurisant où toute personne LGBT+ pourrait se sentir à l'aise et où les personnes en questionnement sur cette thématique pourraient avoir la liberté de s'exprimer, de trouver réponses à des questions ou simplement prendre conscience qu'elles ne sont pas seules dans cette situation.

Sur d'autres territoires, nombreuses sont les structures permettant de trouver une oreille bienveillante, des informations sur les sexualités et le genre, des interlocuteurs à qui poser des questions ou simplement pouvoir s'affirmer sans mentir ou sans se cacher : Contact, Centre LGBT, InterLGBT, Acceptess Transgenre, Chrysalide, Mousse, Urgence Homophobie, SOS homophobie et bien d'autres sont présentes sur le territoire hexagonal, ou encore OriZon à La Réunion, Kap Caraïbes en Martinique par exemple.

Aucune de ces structures n'est présente sur le territoire guyanais.

Concernant l'écoute de la population LGBT+ en Guyane, la situation est également critique.

Aucun dispositif ne permet de bénéficier d'une écoute régulière avec des personnes écoutantes formées : il n'y a pas de structure locale dédiée à l'écoute.

Concernant les dispositifs hexagonaux, ils ne proposent généralement pas leurs services sur le territoire (à l'exception de l'association Grey Pride, spécifique aux seniors LGBT+ mais qui ne communique pas au niveau local. Les personnes n'osent également pas faire la démarche de les contacter à cause de l'appréhension due à l'éloignement).

Pourtant, plus de 70% des jeunes se définissant comme non-hétérosexuels ont déclaré n'avoir jamais parlé à qui que ce soit de leur orientation sexuelle et/ou sentimentale. (Etude Kap Gay 2019 du CHAR).

Nombreux sont également les femmes et hommes de tout âge à se questionner sur leur orientation ou identité de genre, y compris des personnes se déclarant en couple hétérosexuel et non-binaire publiquement.

Les moyens à mettre en place pour l'accueil et l'écoute

Les besoins sont donc bien présents et les solutions quasi-inexistantes à ce jour.

Kaz'Avenir souhaite donc mettre en place un dispositif et des actions afin de répondre à ces besoins :

- **L'obtention d'un local d'accueil au public.**

Ce local, idéalement situé à Cayenne, permettrait de proposer un lieu d'accueil à l'ensemble de ce public ainsi qu'à toute personne souhaitant des informations sur la thématique LGBT+.

- **La tenue de permanences d'écoute et de groupes de paroles** sur ces thématiques pour pouvoir permettre d'avoir un lieu dit "Safe" pour ces personnes.

Des groupes de parole pour les personnes LGBT+ mais également pour des groupes de population spécifiques : des temps pour les personnes transgenre FtM, MtF ou neutres.

Des temps pour des hommes Gay et bis, pour les femmes lesbiennes et Bis, etc... Il est également important d'envisager des groupes de paroles pour des populations encore sous-représentées au sein même des populations LGBT+ : les personnes intersexes, asexuelles, queer, etc...

- **Tenir des permanences d'accueil à l'extérieur des lieux identifiés et éloignés de l'île de Cayenne** afin de favoriser l'ensemble de la population du territoire.

Beaucoup de personnes sont éloignées de Cayenne et/ou n'oseraient pas se déplacer dans un lieu "étiqueté". Il s'agirait donc de venir directement à elles.

- **Un dispositif d'écoute.**

Avec des personnes (bénévoles et/ou salariés) formées à l'écoute des personnes. Cette écoute doit pouvoir se faire en physique mais également en ligne via les réseaux sociaux ainsi que par le biais d'une ligne d'écoute (Appels, SMS, WhatsApp) pour permettre aux personnes qui n'osent ou ne peuvent pas se déplacer d'être écoutées, y compris depuis les communes de l'intérieur.

Concernant la méthodologie de mise en place sur cette partie, Kaz'Avenir compte essentiellement sur les pouvoirs publics concernant les moyens matériels.

En effet, ces missions doivent être considérées comme essentielles pour le bien-être et la santé mentale de la population et l'association ne ferait finalement que pallier les carences de l'Etat et des collectivités locales sur la thématique.

Concernant les ressources humaines, elles peuvent être facilement mobilisées grâce aux bénévoles (et les futurs appels à bénévolat ciblés) et membres de l'association dans un premier temps. Il faudra par la suite probablement envisager la recherche de financements afin de développer et professionnaliser ces dispositifs en fonction des besoins ou des demandes, notamment l'accueil physique et l'écoute des personnes.

L'accueil et l'écoute de mineurs sont également importants au vu des demandes qui émanent du territoire. Il est donc également important de pouvoir développer des actions en faveur de ce public, notamment avec l'ASE et le rectorat.

Les besoins principaux et dans un court terme sont alors :

- Un local d'au minimum 3 pièces.
- Du matériel de réception et de bureau (tables, chaises, meubles, informatique, fournitures, etc...).
- Un dispositif d'écoute des personnes (ligne téléphonique, téléphone portable, formations, outils numériques, etc...).
- Des formations adaptées aux missions (par exemple : écoutants formés par SOS amitié, etc...).

● L'aide spécifique aux populations LGBT+ en détresse et démunies

Comme la population générale du territoire, la population LGBT+ est frappée par la précarité, par le manque d'accès à l'emploi, au logement, aux soins, aux droits, etc...

Il s'agit même d'une partie non négligeable de la population car ces personnes LGBT+ sont souvent en situation de rejet familial, de décrochage scolaire, victimes de discriminations à l'emploi et, par conséquent, souvent en détresse sociale et psychique.

Les personnes LGBT+ étrangères sont également très présentes sur le territoire du fait des pays proches qui discriminent ces dernières. Ces personnes subissent de nombreux problèmes (abordés plus loin).

A rajouter à cela, les nombreuses difficultés de ces personnes et de nombreux problèmes sociaux sont à pointer sur le territoire :

- Manque de structures sociales.
- Précarité extrême.
- Manque de logements dignes.
- Déficit d'aide alimentaire.
- Difficultés d'accès à l'emploi / déficit de formations.
- Difficultés d'accès aux droits / aux administrations.
- Manque d'accès aux soins.
- Difficultés financières.
- Le poids important de la famille rejetante.
- Une mauvaise santé mentale entraînant d'autres problèmes (suicide, dépendances, etc....)
- Violences institutionnelles / Discriminations.

Afin de pallier ces problématiques, Kaz'Avenir développe un projet complet, dynamique, inclusif et adapté aux enjeux du territoire.

L'expérience de l'équipe sur cette thématique est un atout exceptionnel pour répondre à ce besoin.

Parmi les actions à mettre en place / en cours de mise en place :

- **L'aide à l'hébergement / hébergement.**

Les difficultés d'hébergement sont connues et nombreuses pour ces personnes. Kaz'Avenir développe dans un premier système d'hébergement solidaire, chez l'habitant, comme de nombreuses structures nationales présentes dans l'hexagone.

Le but est d'être une plateforme de contrôle et de mise en réseau entre des personnes accueillantes sélectionnées et contrôlées au préalable avec des personnes en demande d'hébergement (*cf. Charte d'Hébergement Solidaire, en annexe*).

Ce moyen d'hébergement permet de mettre à l'abri rapidement et de façon sécurisée des personnes LGBT+ en situation de détresse et de précarité, de façon temporaire mais aussi de créer des liens sociaux réconfortants dans la famille d'accueil afin de pouvoir se consacrer avec plénitude à leur acceptation de soi, leur épanouissement personnel et au développement de leur projet de vie.



- **L'aide aux victimes.**

De nombreuses personnes LGBT+ sont, chaque jour en Guyane, victimes d'insultes, de violences et de discriminations. Encore trop peu de ces personnes font la démarche de déposer plainte car elles ne connaissent souvent pas leurs droits et ont peur d'être discriminées par les autorités ou voir la confidentialité se rompre sur leur situation.

Notre rôle est donc de porter à la connaissance des victimes et potentielles victimes leurs droits et de pouvoir les accompagner dans leurs démarches. Le soutien moral est également central dans ces démarches.

Cette aide se fera directement avec les équipes de Kaz'Avenir mais également avec la collaboration des services de l'Etat (Police, CDAD), des associations d'Aide aux Victimes (comme l'AGAV, l'AAVIP) présentes sur le territoire et le soutien des associations spécialisées sur ces questions présentes dans l'hexagone (SOS homophobie, Mousse, etc..).



Pouvoir bénéficier de juristes et d'avocats sur ces questions serait également particulièrement utile.

L'aide juridique au droit de séjour des personnes LGBT+ est également nécessaire compte-tenu de la situation locale et de la détresse particulière de ce public.

- **L'aide alimentaire.**



Les carences en termes d'aide alimentaire ne sont plus à démontrer sur le territoire guyanais. La situation est critique, l'aide alimentaire est pauvre et peu variée.

Kaz'Avenir souhaite pouvoir faire partie des acteurs sociaux dans l'aide alimentaire en pouvant distribuer cette aide à son public mais également développer des actions permettant d'améliorer l'aide alimentaire et sa diversification sur le territoire : partenariats Croix-Rouge française, collectes alimentaires, mécénat en nature, etc...

- **L'accompagnement vers l'emploi / l'insertion / social / asile-séjour.**

Les membres fondateurs de Kaz'Avenir ont pu, par le passé, acquérir une grande expérience dans l'accompagnement social des personnes LGBT+.

En Guyane, de nombreuses personnes, âgées essentiellement de 18 à 45 ans, sont en demande d'aide de ce type.

Français isolés, en situation précaire ; étrangers réfugiés, en demande d'asile et en détresse ; le public est nombreux et leurs situations particulièrement préoccupantes.

Kaz'Avenir met donc en place des dispositifs d'accompagnement personnalisé en fonction de la spécificité du public et de leurs besoins.



Aide aux démarches sociales, accompagnement vers la formation et l'emploi, soutien dans l'insertion sociale, émancipation, aide technique et soutien moral à la demande d'asile et droit de séjour, soutien/ateliers d'entraide sur des thématiques comme : l'aide à la candidature à un emploi (CV, préparation à l'entretien d'embauche, etc...), la connaissance des administrations, la culture, l'art, le sport, l'apprentissage du français, etc...

Des chartes d'accompagnement et des outils de suivi de ces derniers permettent d'évaluer les besoins et de mettre en place une prise en charge de qualité permettant d'amener les usagers à l'autonomie et l'indépendance grâce à des bénévoles qui mettent à disposition leurs compétences fortes et variées.

Le but est également de pouvoir bénéficier de financements pour professionnaliser rapidement ces accompagnements grâce et des travailleurs sociaux salariés afin de répondre aux spécificités du public et aux carences structurelles qu'accuse la Guyane.

- **L'accompagnement sur projet de vie global.**

Plus globalement, ce public est souvent délaissé et perdu.

Un accompagnement sur un projet de vie global est essentiel afin de promouvoir la bonne santé mentale et la pleine inclusion des personnes LGBT+ au sein du paysage social de Guyane et d'ailleurs.

Se sentir bien dans sa peau, se sentir utile à la société, être résilient et solide : un pilier dans cette exigence à offrir, à ces personnes, un avenir serein et stable.

Quelle vie la personne souhaite-elle mener ? Avec quelle importance je place le regard de la société sur moi, sur mon genre ou mon orientation sexuelle et/ou sentimentale ?

Comment je peux m'adapter à la société ou comment la société peut s'adapter à moi ? etc...

Toutes ces questions sont souvent la cause d'une charge mentale importante pour les personnes LGBT+. Notre rôle est donc de les accompagner afin que, peu importe les aspects de leur identité, elles puissent se sentir bien dans leur peau et en phase avec la société.



- **La mise en relation avec des structures de l'hexagone si départ souhaité.**

Malheureusement, nous savons par expérience que la fuite des personnes LGBT+ de Guyane est, à l'heure actuelle, souvent inévitable.

LGBTphobies familiales, difficulté d'inclusion sociale, homosexualité cachée, parcours de transition impossible avec le système de santé local et l'existence d'un réseau sur cette thématique, etc...

La jeunesse LGBT+ préfère généralement opter pour un départ vers l'hexagone, sous couvert de l'espoir pour un avenir professionnel meilleur ou d'une vie sociale plus sereine.

Les membres de Kaz'Avenir préféreraient voir ces personnes développer des projets de vie locaux et, pourquoi pas, œuvrer pour l'acceptation totale des LGBT+ en Guyane. Mais cela est souvent difficile pour ces personnes.

C'est pourquoi en cas de départ souhaité vers l'Hexagone ou un autre territoire, nous les accompagnerons dans cette démarche en les mettant en relation avec d'autres structures et associations présentes sur le territoire de destination afin de favoriser leur inclusion.

Nos équipes ont la chance d'avoir une très bonne connaissance du tissu associatif social et LGBT français et international. Nous mettrons donc à disposition notre connaissance si besoin pour aider nos usagers.



Les moyens à mettre en place l'aide spécifique aux populations LGBT+ en détresse et démunies

Concernant cette partie, c'est probablement une des plus coûteuses et techniques à mettre en place. C'est aussi le volet le plus critique, avec une population en détresse et aucune autre solution adaptée. L'expertise des membres fondateurs sur cette thématique est un atout afin de développer ces dispositifs de façon rapide, professionnelle et bénéfique pour les habitants du territoire.

Les besoins sont très variés.

A court terme :

- Un local et des bureaux afin de recevoir les personnes en individuel et en collectif.
- Du matériel de bureautique et autre outils pratiques permettant d'organiser réunions, ateliers, visioconférences, etc...
- L'habilitation d'aide alimentaire ainsi que les matériels de récolte et de stockage nécessaires.
- Du matériel informatique et une connexion internet à destination des usagers.
- La formation de bénévoles pour compléter les besoins et en recruter un plus grand nombre.
- Le développement d'un réseau de partenaires associatifs, institutionnels et professionnels.
- etc...

A moyen et long terme :

- Du personnel salarié : travailleurs sociaux, médiateurs, administratifs, psychologues.
- Un véhicule pour effectuer les nombreuses démarches, interventions, accompagnements et sorties collectives.
- Financements pour prestations extérieures.
- etc...

● La médiation sociale et familiale

En Guyane, la famille occupe une position particulièrement importante dans la vie de chacun. C'est un atout qui peut être également un véritable piège pour les personnes LGBT+ de Guyane. En effet, nombreux sont les témoignages de jeunes mineurs, majeurs et même d'adultes relativement âgés qui n'osent pas parler de leur orientation sexuelle et/ou sentimentale ou de leur identité de genre à leur famille.

Les jeunes entrent alors dans une situation de grande détresse psychologique : peur de la réaction des parents, grands-parents, oncles, tantes, cousins, frères et sœurs ; la peur du rejet, de la mise à la rue, et parfois la peur de subir des séances de torture ou "d'exorcisme" (thérapies de conversion).

Pour les moins jeunes, les peurs sont souvent les mêmes.

Parfois, ces personnes construisent autour d'eux une double vie, ou une sorte "d'arrangement avec la société et la famille", comme ils le définissent souvent. Parfois, la découverte de son homosexualité ou de sa transidentité arrive tardivement. Ils se retrouvent alors dans une situation très périlleuse avec la sensation que leur vie entière bascule. Perdure alors une pression centrale à leurs yeux : la réaction de leur famille.

"Je suis la même personne, je n'ai pas changé. Mais j'ai l'impression qu'ils vont me regarder comme un étranger, comme le Diable"

A., 55 ans.

Essayer d'apaiser les tensions en trouvant un terrain d'entente, discuter dans un lieu neutre avec la famille et la personne LGBT peut souvent se révéler grandement bénéfique dans la relation et l'acceptation de la personne LGBT+ au sein du cercle familial.

Parler, écouter, expliquer, "normaliser", dédramatiser la situation ; autant d'outils et de pistes qui permettent à aller vers un vivre-ensemble inclusif.

Cette médiation familiale peut être mise en place par Kaz'Avenir, seule ou accompagnée d'autres structures comme l'ASE ou l'Assistant.e Social.e du collège, pour les mineurs, par exemple. Concernant les mineurs, si la médiation n'est pas concluante il faudra alors considérer l'éventualité d'une mesure d'accueil provisoire ou de placement. Un retour au domicile familial pourrait également être acquis avec une mesure de suivi éducatif dédiée via l'ASE avec l'appui possible de Kaz'Avenir.

Kaz'Avenir souhaite aussi pouvoir proposer des temps de paroles et d'écoute auprès des parents qui pourraient se poser des questions sur cette thématique : café associatif, groupes de paroles dédiés, permanences d'écoute spécifiques, etc...

Les idées ne manquent pas, tout comme les besoins.

Les moyens à mettre en place la médiation sociale et familiale

Ce type d'action est facile à mettre en place mais nécessite quelques moyens et une certaine préparation :

- Des locaux adaptés.
- Des bénévoles et/ou du personnel formés à la médiation familiale.
- Des psychologues intervenants pour les situations complexes.

• L'accompagnement médico-social des personnes transgenres

Les personnes transgenres sont sans doute celles qui souffrent le plus durement du manque de structures spécifiques en Guyane.

Invisibles ou en détresse : c'est généralement ce qui définit trop souvent cette partie de la population.

Sur le territoire, aucun dispositif spécifique n'est activé afin de pouvoir venir en aide aux personnes transgenre. Pourtant, cette population est souvent confrontée à de grandes difficultés :

- Questionnement identitaire / impossibilité de faire son "coming-out".
- Prostitution de subsistance (notamment chez les populations transgenres étrangères).
- Difficulté d'accès à une prise en charge / Achat d'hormones au marché-noir.
- Aucun "parcours de transition" identifié sur le territoire.
- Violences institutionnelles / Discriminations / Violences policières.
- Difficulté d'intégration sociale.

Les questions sur la transidentité sont très vastes : nous naissons “mâle” ou “femelle” mais nous pouvons nous sentir “mâle” en étant “femelle”, “femelle” en étant “mâle”, homme, femme, parfois homme, parfois femme, neutre, ni homme ni femme, etc...

Et plus largement : ça veut dire quoi “être un homme”, “être une femme” ?

Pour qui ? Pour quelle société, micro-société ?

L'essentiel est de se sentir bien, de se sentir soi-même, en accord avec ce qu'on ressent et avec la vision du genre qui nous ai propre.

En plus d'un accompagnement au même titre que les autres usagers, les personnes transgenres ont souvent besoin d'un temps dédié et de missions spécifiques.

Kaz'Avenir souhaite donc pouvoir les intégrer pleinement dans ses programmes tout en leur proposant une aide supplémentaire spécifique en fonction de leur besoin.

Entamer un “parcours de transition”, pour les personnes transgenres souhaitant changer d'apparence, est souvent un véritable parcours du combattant en Guyane : trouver un endocrinologue acceptant de les prendre en charge, bénéficier d'une prise en charge adaptée à leur volonté (parfois difficile pour le corps médical), avoir accès aux hormones, bénéficier d'opérations (mammectomies ou pose de prothèses mammaires, pénectomie, vaginoplastie, hystérectomie, etc...) ou encore entamer une “simple” transition sociale : un enfer familial, social et des discriminations souvent violentes.

Les moyens à mettre en place pour l'accompagnement médico-social des personnes transgenres

Afin de proposer un accompagnement de qualité, nos besoins sont essentiellement partenariaux :

- Identifier et établir un réseau de médecins spécialistes compétents sur ces questions / les former.
- Tisser un réseau de partenaires opérationnels (CGSS pour accès aux soins, Entr'Aides pour l'information auprès du public TdS trans, etc.)
- Bénéficier de fonds pour des aides financières au parcours de transition (Fondations étrangères, Crowdfunding, etc.).
- Développer et maintenir des liens étroits avec des associations spécifiques au niveau national (Acceptess Transgenre, Chrysalide, etc...).

• La sensibilisation de la population

Informar, sensibiliser, déconstruire les préjugés, dédramatiser l'orientation sexuelle et/ou sentimentale et l'identité de genre : autant de points essentiels pour espérer une Guyane inclusive !

Kaz'Avenir construit des modèles de sensibilisation adaptés en fonction de la forme de ses interventions, de l'âge et du type de public auprès duquel elle intervient.

Ses objectifs sont notamment de pouvoir sensibiliser :

- Les élèves en proposant des Interventions en Milieu Scolaire et hors milieu scolaire (associations, etc...).

- Le tout-public (au sein des lieux public, des structures diverses, des associations, maisons de quartier, etc....).
- Les élus et acteurs du territoire.

Ces sensibilisations sont particulièrement importantes car les populations, y compris les professionnels, ne sont que très peu sensibilisés en Guyane : le sujet reste tabou, les communications d'Etat sur la thématique n'arrivent quasiment pas jusqu'en Guyane et le poids des religions écrase encore trop souvent l'ouverture de la société sur ces questions.

Lors de l'Étude Kap Gay réalisée par l'Hôpital de Cayenne en 2019, on dénote que les jeunes se définissant comme non-hétérosexuels estiment que la peur de la discrimination influence leur bien-être mental pour 87% d'entre-eux, leur vie amoureuse : 66%, leur vie scolaire : 66%, leurs relations amicales : pour 61% d'entre eux et leur santé physique pour 51%.

Voici un extrait de cette étude montrant l'importance de la sensibilisation auprès des scolaires :

“Les environnements sociaux particulièrement homophobes limitent le développement de stratégies d'adaptation pour les jeunes LGBT par la difficulté par exemple d'obtention de soutien social ou de figures et représentations sociales positives de l'homosexualité et sont source de détresse psychologique (16). Dans notre étude comme dans d'autres, la parole notamment en famille et la connaissance de personnes homosexuelles dans son entourage, sont associées à moins d'homophobie chez les répondants (17). Ceci plaide en faveur d'une meilleure visibilité des personnes LGBT, de la parole au sein des espaces familiaux et de l'importance des actions de prévention et d'éducation. Malheureusement, sur ce dernier point, nos résultats montrent une pauvreté d'informations/d'actions de préventions scolaires perçus et rapportée par les répondants.

Le collège et le lycée sont des moments où les adolescents découvrent leur identité sexuelle. Dans notre étude 12% des répondants se définissent comme « en questionnement ». D'autres auteurs rapportent que les jeunes se définissent de façon plus fréquente comme bisexuels ou en questionnement d'identité sexuelle que des personnes plus âgées (18). Des attitudes/actes homophobes sont avoués par les participants dans cette étude. De plus, la moitié des répondants se définissant comme non hétérosexuels, rapportent avoir peur d'une éventuelle discrimination et un tiers a déjà été victime d'actes/attitudes homophobes. Ces résultats mettent en avant l'importance de développer au sein de l'école un climat positif de prévention et d'aide auprès des jeunes LGBT. Si le gouvernement alerte et développe actuellement des campagnes de prévention contre l'homophobie (19), elles doivent également s'accompagner d'une éducation et réflexion sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. En effet, les représentations liées à homosexualité sont à améliorer comme le montre le nombre de participants considérant encore celle-ci comme contre-nature ou comme maladie mentale, en repositionnant l'homosexualité dans le cadre de la normalité.

Cette homophobie n'est pas sans avoir de conséquence grave. Nos résultats relèvent, comme un grand nombre d'études, un plus fort risque de comportements addictifs et suicidaires (20–22). Ces détresses sont liées à la fois à une homophobie « multi niveaux » externe (rejet et/ou exclusion scolaire, familiale, amicale, religieuse...) mais aussi à une homophobie intériorisée comme en témoigne notamment le quart des répondants non hétérosexuels rapportant leur désir si c'était possible de changer d'orientation sexuelle (21). Cette situation est d'autant plus inquiétante en Guyane que le tissu associatif est faible et semble peu connu des jeunes. L'autre déterminant inquiétant est la faible confiance dans les acteurs de soins (infirmière scolaire et généraliste) rapportée par les répondants non hétérosexuels, incitant à mettre en place en parallèle un processus de formation adressé spécifiquement aux soignants dans ce département afin de mieux dépister les adolescents en souffrance et de permettre une meilleure ouverture de la parole sur l'orientation sexuelle chez les jeunes dans l'espace biomédical.”

“Les PD sont moins que des chiens, il faut tous les tuer un par un”

R, 17 ans, élève dans un lycée de Cayenne.

Les moyens à mettre en place pour la sensibilisation de la population

Ces interventions nécessitent surtout la collaboration des institutions et des ressources humaines.

- Partenariat avec le rectorat de l'Académie de Guyane et/ou le Ministère de l'Éducation.
- Des supports informatiques et papiers pour les sensibilisation et questionnaires.
- Des bénévoles formés (en interne) aux IMS.
- Pour développer ces actions : un à deux salariés et un véhicule.

● La visibilité des personnes LGBT+

Enfin, la visibilité des personnes LGBT+ en Guyane est nécessaire pour mettre fin au tabou et participer à la sensibilisation du public contre les LGBTphobies mais aussi contre les problématiques que rencontrent cette population.

Kaz'Avenir souhaite, dans cette optique, mettre régulièrement en place des actions à destination de la population afin que les personnes LGBT+ ne soient plus en premier lieu des "LGBT+", mais qu'elles soient surtout vues comme des personnes à part entière.

Parmi les actions que nous souhaitons mettre en place :

- **Des campagnes de communication et de sensibilisation.**
Par le biais de reportages, d'affiches, de dépliants et de tout autre support qui pourrait aider à la sensibilisation et à la lutte contre les LGBTphobies.
- **Formaliser un soutien des élus et institutions sur la thématique la non-discrimination.**
Encore aujourd'hui, trop d'élus et d'institutions n'osent pas se saisir de ce sujet quand il est nécessaire. Pourtant, la lutte contre cette discrimination est intégrée depuis longtemps dans le paysage législatif français et international.
Nous envisageons donc de mettre en place des actions afin de formaliser leur soutien dans la démarche de rendre la Guyane toujours plus inclusive et tolérante.
Cela pourrait notamment prendre forme avec une charte d'engagement de lutte contre les LGBTphobies (et d'autres discriminations).
- **L'organisation d'événements visant à la compréhension des personnes LGBT+ et à la promotion de la lutte contre les LGBTphobies.**
Parmi ces événements : des ciné-débats, des actions publiques en fonction des actualités, des conférences, des manifestations, etc...)

Les moyens à mettre en place pour la visibilité des personnes LGBT+

Ils sont variés et dépendent des actions et de leurs formes, des actualités, etc...

- Supports de communication (goodies, banderoles, affiches, etc...)
- Ressources humaines pour l'organisation et la logistique.
- Témoignages et intervenants extérieurs.
- Partenariats avec des entreprises, institutions et collectivités (DILCRAH, CTG, Villes, Communautés de Communes, etc...)

Les évolutions possibles

Il est fortement possible que les actions de Kaz’Avenir évoluent en fonction de la réponse à apporter aux besoins déjà identifiés mais aussi en fonction des besoins qui pourraient ne pas être encore identifiés ou inexistant.

Les projets peuvent également évoluer en fonction des projets proposés par les membres de l’association.

Dans tous les cas, Kaz’Avenir est une association vouée à s’agrandir régulièrement, au vu des besoins croissants et de politiques publiques en faveur des personnes LGBT+.

L’hébergement sous d’autres formes.

A l’avenir et en fonction des financements, Kaz’Avenir envisage la possibilité d’ouvrir un centre d’hébergement pour les personnes LGBT+.

Le besoin est existant et nous avons connaissance de la difficulté de trouver des hébergements d’urgence ainsi que des difficultés rencontrées par les acteurs de cet hébergement quand une personne LGBT+ est prise en charge.

Cette évolution serait probablement nécessaire dans un avenir proche mais “faut-il encore en avoir les moyens !”.

Mise à l’abri spécifique des migrants LGBT+

La part de population étrangère et en demande d’asile dépasse de loin celle de l’hexagone.

Pays des droits de l’Homme aux frontières poreuses, territoire européen entouré de pays pauvres et politiquement instables, la Guyane est une terre d’asile.

Parmi ces personnes arrivant d’autres pays, nombreuses sont les hommes et les femmes qui fuient des politiques d’oppression sévère des personnes LGBT+ :

- Haïti, où la population tue régulièrement des personnes LGBT+, des « Masisi et Madivine ». Pays où les politiques au pouvoir tentent régulièrement de faire passer des lois contre les personnes LGBT+. Aucune protection ne leur est assurée, leurs vies sont en danger et les soins y sont souvent refusés.
- Le Guyana, où l’homosexualité est passible de la prison à perpétuité. Les violences envers les populations LGBT+ sont nombreuses, notamment auprès des personnes transgenres.
- A Cuba, au Suriname ou encore en Grenade, la situation des personnes LGBT+ est toujours plus préoccupante, tout comme au Brésil, en raison du fanatisme de certaines religions et des pressions politiques.

De son expérience acquise, l’équipe des membres fondateurs de Kaz’Avenir a pu constater à quel point ces personnes sont dans une situation préoccupante en Guyane, après avoir vécu d’atroces expériences dans leurs pays.

Manque d'informations sur leurs droits, syndromes de persécution, anxiété, dépression, précarité, etc.

Kaz'Avenir sera à leurs côtés afin de les aider, mais les besoins sont si importants qu'un véritable travail de fond ne pourra s'effectuer sans l'aide de l'Etat et des institutions comme :

- Soutien psychologique.
- L'OFPRA, pour accompagner ces personnes dans leurs démarches de demande d'asile.
- L'OFII, dans la démarche de protection à l'arrivée et dans l'insertion des Réfugiés.
- Les Services de l'Etat, avec la création d'un CADA.
- Les autres partenaires institutionnels.
- Les structures associatives nationales comme la Cimade, le COMEDE, l'ARDHIS ou Urgence Homophobie.

Kaz'Avenir sera prêt à travailler en collaboration avec l'Etat afin d'espérer la création d'un centre d'accueil et d'insertion pour demandeurs d'asile et réfugiés LGBT+.

Au-delà de l'urgence, Kaz'Avenir travaille avec les associations et institutions de l'étranger afin de pouvoir espérer qu'un jour ces personnes n'auront plus besoin de faire le choix terrible de quitter leur pays natal, souvent cher à leur cœur, et leur famille, simplement car ils aiment une personne du même sexe ou parce qu'elles ne s'identifient pas dans le genre qui leur a été attribué à la naissance.

Nous savons que, en plus des associations locales étrangères, nous pouvons également compter sur la Fédération ILGA (Fédération internationale des associations LGBT+) dans cette démarche.

Prise en charge des mineurs LGBT+

Les mineurs LGBT+ de Guyane vivent trop souvent dans des situations préoccupantes :

- LGBTphobies familiales.
- Mise à la rue étant mineur.
- Prostitution infantile.
- Viols "correctifs".
- Thérapies de Conversion.
- Situation de précarité et irrégularité administrative.
- Suicide / Isolement.
- Décrochage scolaire et violences institutionnelles.

Non seulement ces mineurs font face à des situations extrêmes, mais ils font également face aux grandes carences de l'Aide Sociale à l'Enfance en Guyane :

- ASE absente dans l'Ouest guyanais.
- Familles d'accueil surchargées : jusqu'à 11 enfants par famille d'accueil.
- Personnel de l'ASE et familles d'accueil non sensibilisés sur la thématique.
- Situations sociale, sanitaire et scolaire préoccupantes.

Ces jeunes mineurs sont malheureusement et trop souvent délaissés, incompris. La vision de leur avenir est inquiétante.

C'est pourquoi nous sommes prêts à collaborer avec l'ASE et les Services de l'Etat afin de réfléchir à l'éventualité de création d'un Lieu de Vie pour Mineurs LGBT+.

Nous sommes conscients de la lourde charge d'une telle structure.

Toutefois, notre équipe est forte d'une expertise sur la thématique LGBT+, de l'accompagnement de ces personnes et de l'écoute des jeunes mineurs.

L'essentiel des freins à ce projet sont financiers et institutionnels pour le moment.

Valorisation de Kaz'Avenir au niveau national et international

Le projet de Kaz'Avenir est un projet innovant, aussi bien pour la Guyane que pour la France Hexagonale.

En effet, le tissu associatif LGBT+ reste essentiellement composé de petites associations qui agissent sur un besoin très spécifique (comme les Centres LGBT, Acceptess Transgenres, Chrysalide, etc..). Elles n'en sont pas moins utiles car ces associations, comme bien d'autres, sont présentes partout en France. Nous retrouvons donc un véritable tissu associatif LGBT+ dans chaque grande ville qui permet aux personnes LGBT+ de trouver ce dont elles ont besoin.

Concernant les grandes structures associatives LGBT, elles ne sont que deux : SOS homophobie et la Fondation Le Refuge. SOS homophobie accomplit un grand travail de sensibilisation du gouvernement à cette thématique grâce à des vastes enquêtes et une ligne d'écoute où les personnes victimes de LGBTphobies peuvent signaler les actes qu'elles ont subis. SOS homophobie organise également de nombreuses interventions en Milieu Scolaire.

La Fondation Le Refuge propose de l'hébergement temporaire aux jeunes LGBT+ de 18 à 25 ans. Les délégations offrent un petit nombre de places. Ils bénéficient également d'une ligne d'écoute et d'urgence. Mais seule la ligne d'urgence fonctionne en Guyane. Un dispositif d'écoute local n'est pas possible pour la fondation.

En Guyane, il n'y a donc toujours aucune structure pour répondre aux demandes d'une grande partie de la population LGBT+.

Du fait de l'expérience de terrain des membres de Kaz'Avenir, plusieurs problématiques sont ressorties pendant nos échanges :

L'association pourrait être un exemple en matière de lutte contre les LGBTphobies, d'aide, d'écoute et d'accompagnement de ce public dans toute la diversité qu'il comporte, y compris sur la thématique de la diversité sociale et culturelle.

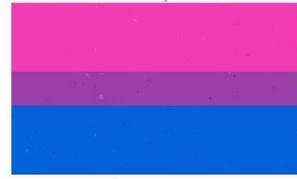
LGBTQI + FLAGS



LGBT



Transgender



Bisexual



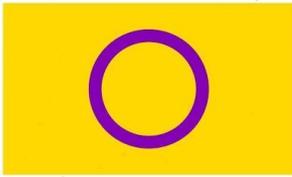
Genderqueer



Pansexual



Asexual



Intersex



Polysexual



Aromantic

